

## Nouvelles locales du mardi 09 décembre 2014

@rib News, 09/12/2014 ĩ Education - Alors que le prÃ©sident de la RÃ©publique vient de remplacer le Recteur et le vice-recteur de lâ€™UniversitÃ© du Burundi, les Ã©tudiants estiment quâ€™il sâ€™agit dâ€™une chose positive puisque les dirigeants de cette institution nâ€™ont pas pu bien gÃ©rer les cas quâ€™ils leur soumettaient. Ils considÃ©rent mÃªme quâ€™ils comme des enfants orphelins puisque la direction au lieu de les Ã©couter, les divisait plutÃ´t. Ils affirment quâ€™ils attendent la solution que la nouvelle Ã©quipe va apporter Ã  leurs prÃ©occupations. [bonesha]

- Le corps professoral de lâ€™UniversitÃ© du Burundi trouve lui aussi que lâ€™ancienne Ã©quipe dirigeante a failli Ã  sa mission principale. Le professeur Pascal Kakana trouve quâ€™il y avait un dÃ©phasage entre la direction de lâ€™UniversitÃ© et le ministÃ©re de lâ€™Enseignement supÃ©rieur et de la Recherche scientifique, ce qui causait le blocage de certaines dÃ©cisions. Il trouve ainsi que la principale revendication des professeurs vient dâ€™Ãªtre exhaussÃ©e (celle de demander le remplacement des autoritÃ©s rectorales) et estiment que la loi sera cette fois-ci respectÃ©e dans toute sa rigueur et trouve que dÃ©sormais le blocage va Ãªtre levÃ© puisque celui qui vient dâ€™Ãªtre nommÃ© Ã©tait le secrÃ©taire permanent du ministÃ©re de lâ€™Enseignement supÃ©rieur et de la Recherche scientifique et donc thÃ©oriquement en accord avec le ministre. [bonesha]

Alors que la rÃ©union des Ã©tats gÃ©nÃ©raux de lâ€™Ã©ducation vient de se tenir Ã  Bujumbura la semaine derniÃ©re, les Ã©tudiants de lâ€™universitÃ© du Burundi trouvent que cette rÃ©union ne va rien leur apporter. Ils trouvent que les participants Ã  cette rÃ©union nâ€™avaient pas de solution face aux problÃ©mes des Ã©tudiants en particulier puisquâ€™ils nâ€™Ã©taient pas de la matiÃ©re et que par consÃ©quent, nâ€™ont pas pu fournir des propositions concrÃ©tes. Ils estiment que rien nâ€™a Ã©tÃ© fait sur leur principale revendication concernant la valeur du diplÃ©me du nouveau systÃ©me BMD. [bonesha/isanganiro] ĩ

Politique - Les autoritÃ©s administratives de la province de Cibitoke annoncent quâ€™elles vont prendre des mesures de contrainte Ã  lâ€™encontre de la population qui ne veut pas se faire inscrire pour participer aux Ã©lections de 2015. Selon ces autoritÃ©s, elles vont prendre une mesure de ne pas accueillir les usagers des services publics se trouvant dans cette province sâ€™ils ne montrent pas le rÃ©cÃ©pissÃ© dâ€™inscription dÃ©livrÃ© par les agents recenseurs. Elles estiment que cette mesure contraindra sans doute les habitants de cette province Ã  lâ€™inscription. MÃªme les autoritÃ©s sanitaires de cette province menacent les malades quâ€™ils pourront ne pas Ãªtre accueillis sâ€™ils ne prÃ©sentent ce rÃ©cÃ©pissÃ© pour les adultes en Ã¢ge de voter. [bonesha]

- Le parti Sahwanya Frodebu dans la province de Bubanza sâ€™insurge contre la dÃ©cision de la CEPI Bubanza dâ€™ouvrir un centre dâ€™inscription sur la colline Muyange de la commune et provoque une rumeur dans Bubanza en dehors de toute information aux concernÃ©s. Selon le reprÃ©sentant provincial de ce parti Ã  Bubanza, depuis vendredi de la semaine passÃ©e, deux agents recenseurs ont Ã©tÃ© dÃ©ployÃ©s dans le site des dÃ©placÃ©s de Muyange oÃ¹ ils procÃ©dent Ã  lâ€™enregistrement des Ã©lecteurs alors que ce centre nâ€™avait pas Ã©tÃ© prÃ©vu dÃ©s le dÃ©part. Il trouve que dâ€™une manÃ©re de vouloir inscrire des personnes en lâ€™absence de tout observateur des partis politiques ou des organisations de la sociÃ©tÃ© civile et demande que ce centre soit supprimÃ© et que toutes les inscriptions dÃ©jÃ  effectuÃ©es sur ce lieu soient invalidÃ©es. Le prÃ©sident de la CEPI Bubanza demande plutÃ´t aux partis politiques dâ€™envoyer des observateurs dans ce lieu sans toutefois prÃ©ciser le pourquoi de cette improvisation. [bonesha]

- Certains partis politiques de lâ€™opposition dont le Frodebu Nyakuri ainsi que deux acteurs politiques dont Charles Nditije et Rwaswa Agathon viennent dâ€™adresser une correspondance au SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies pour lui montrer leurs inquiÃ©tudes quant Ã  la prÃ©paration des Ã©lections de 2015. Selon ce mÃ©morandum, ils estiment que la CENI ne peut pas bien conduire le processus Ã©lectoral puisquâ€™elle a un cÃ©lÃ©brant penchant et cela est fait sciemment pour cautionner les fraudes que le parti CNDD-FDD a dÃ©jÃ  planifiÃ©es. Ils citent entre autre la distribution controversÃ©e de la carte dâ€™identitÃ© aux mineurs qui sont inscrits ici et lÃ , lâ€™achat des rÃ©cÃ©pissÃ©s dâ€™inscription Ã  certains membres des partis politiques de lâ€™opposition pour ne citer que ceux-lÃ . Ils trouvent que la solution serait que la CENI actuelle soit dissoute et remplacÃ©e par une autre capable. Ils demandent aussi la suspension des opÃ©rations dâ€™enregistrement des Ã©lecteurs afin que tous les problÃ©mes soient dÃ©cortiquÃ©s dans lâ€™intÃ©rÃ©t de la dÃ©mocratie burundaise. Ils demandent enfin aux Nations Unies de suivre de prÃ©s ces Ã©lections. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa]

- Le prÃ©sident du parti Frodebu Nyakuri estime que les fraudes Ã©lectorales que le CNDD-FDD est en train de mettre en Ã©uvre ne peuvent pas Ãªtre tolÃ©rÃ©es par qui que ce soit. Le docteur Jean Minani fait savoir quâ€™ils ne cessent de crier mais que la CENI continue de faire la sourde oreille, ce qui fait penser quâ€™elle est en complicitÃ© avec ceux qui ont organisÃ© ces fraudes. Il ajoute que si rien nâ€™est fait, tous les politiques de lâ€™opposition devront se mettre ensemble pour exiger Ã  la CENI de dÃ©missionner. Il demande ainsi que tous les concernÃ©s puissent se mettre ensemble pour que des preuves de ces fraudes soient fournies par ceux qui les possÃ©dent pour les montrer Ã  ceux qui ne lâ€™admettent pas afin quâ€™une solution concertÃ©e soit prise. [bonesha/isanganiro]

ĩ Justice - Lâ€™APRODH apprÃ©cie le fait que la Cour dâ€™appel de Gitega ait remis lâ€™affaire Rwembe en audience publique pour complÃ©tement dâ€™enquÃªtes. Selon le reprÃ©sentant de cette association dans les provinces du centre du pays, cela montre que la Cour est restÃ©e sur sa soif quant Ã  la vÃ©ritÃ© concernant les accusations portÃ©es contre cet ancien commissaire adjoint de la police Ã  Gitega. Nestor Nibitanga prÃ©cise quâ€™il est confiant que toute la vÃ©ritÃ© sur ces accusations sera Ã©tablie. [isanganiro]